

Quand les emplois français dépendent de capitaux étrangers à la Mittal: La nationalité des investisseurs est-elle vraiment une donnée neutre?

atlantico, 1 décembre 2012

Ni reprise, ni nationalisation: le gouvernement a annoncé vendredi soir que Mittal s'engageait à investir 180 millions d'euros en cinq ans dans le site et à préserver l'emploi.

Atlantico: La situation du site d'ArcelorMittal à Florange est-elle la suite d'une logique d'une posture de neutralité excessive de l'Europe vis-à-vis des processus régissant la mondialisation et plus particulièrement vis-à-vis des OPA?

Sylvie Goulard: La situation à Florange est assez difficile. La France adhère à des principes d'ouverture qui sont aussi ceux de l'Europe et qui permettent aux entreprises françaises d'acheter des entreprises à l'étranger et de se développer. Il faut toujours se poser la question dans les deux sens. Si nous fermons l'accès à notre pays aux investisseurs étrangers, des mesures réciproques pourraient être prises vis-à-vis de nos entreprises. Lorsque les choses tournent mal, c'est systématiquement la faute de l'Europe. Mais la réalité, c'est qu'il existe bel et bien des règles.

Michel Fouquin: Le groupe Mittal n'est pas un groupe indien mais un groupe européen qui applique des règles de gestion à l'anglo-saxonne. La famille Mittal est bien d'origine indienne mais à l'époque de l'OPA sur Arcelor elle ne produisait même pas en Inde! L'OPA sur Arcelor était hostile et a pris les autorités françaises par surprise. Le capital d'Arcelor était très dispersé et il était difficile d'organiser une défense interne au groupe français. Les autorités françaises auraient pu interdire l'OPA, elles se sont laissé endormir par les belles promesses de Mittal. Face à la crise mondiale du secteur celui-ci applique les vieilles recettes de tout bon capitaliste: liquider ce qui perd de l'argent et conserver ce qui est rentable, sans trop se soucier des dégâts que cela produit.

Laurent Pinsolle: Il y avait de nombreuses raisons de s'opposer à un tel rachat, puisqu'Arcelor et Mittal étaient alors les N°1 et N°2 de l'acier. Par-delà le patriotisme économique (qui avait poussé le gouvernement à refuser à l'avance un éventuel rachat de Danone par PepsiCo), la politique de concurrence pouvait parfaitement justifier le refus de cette OPA. Il n'est pas sain pour la concurrence que les N°1 et N°2 d'un marché fusionnent.

L'Union européenne est la première puissance commerciale au monde. Face à la montée des pays émergents, doit-elle défendre plus fermement ses intérêts quitte à remettre en cause ses accords de libre-échange?

Sylvie Goulard: Si tous les problèmes étaient liés à la politique de l'Union européenne, comment expliquer alors que des pays comme l'Allemagne sont en bonne

situation là où la France est davantage en difficulté? L'hétérogénéité des situations dans la zone euro et l'Union européenne montre qu'avec les mêmes accords de libre-échange, des pays s'en tirent beaucoup mieux que d'autres. Qu'il faille des accords aussi équilibrés que possible, oui ! Mais il faut éviter de diaboliser l'Europe et se demander si notre action nationale est réellement efficace.

Michel Fouquin: Le protectionnisme commercial n'est pas la solution sauf en cas d'agression brutale et anormale (panneaux solaires et autres). Il faudrait dans ce cas disposer d'une force d'intervention rapide et très ciblée bloquant les importations ou infligeant des sanctions lourdes en cas de concurrence déloyale.

La pression concurrentielle de l'Allemagne est aussi un problème, la hausse des salaires allemands serait la meilleure solution pour les autres pays d'Europe : elle offrirait des perspectives de croissance et favoriserait le retour à la compétitivité des autres industries européennes.

Laurent Pinsolle: Si l'on se fie aux traités, jamais. L'intégralité des traités signés depuis 1986 ont un biais néolibéral caractérisé qui empêche toute forme de protectionnisme ou de protection des intérêts nationaux ou même européens. Par exemple les traités européens précisent que les mouvements de capitaux doivent être totalement libres, non seulement au sein de l'UE, mais également avec le reste du monde, ce qui condamne théoriquement l'intervention des Etats contre les investissements étrangers.

Cette naïveté congénitale de l'Union européenne se retrouve dans les négociations commerciales. Si on prend le secteur de l'automobile, nous avons signé un accord d'ouverture aux importations venues du Japon en 1991, puis un accord d'ouverture aux importations venues de Corée du Sud en 2011. Pourtant, il n'y a pas eu la moindre contre-partie à l'égard des constructeurs européens au Japon et en Corée du Sud ! Dans ces deux pays, les marchés automobiles restent totalement fermés (plus de 95% des véhicules vendus sont produits localement), ce qui les met à l'abri de la concurrence internationale et leur assure des profits qu'ils investissent ensuite dans les autres pays pour prendre des parts de marché aux constructeurs nationaux. Il est probable que cette Europe finira par ouvrir nos marchés aux véhicules chinois dans quelques années, même si la Chine continue à fermer ses frontières aux importations.

Presque tous les pays du monde, à part les pays de l'Union européenne, pratiquent des formes de protectionnisme, sans provoquer de guerres commerciales. L'Europe est aveuglée par le dogmatisme de ses élites et cadennassée par les traités qu'elle a signés. En outre, seul un pays qui a fort excédent commercial est théoriquement en mauvaise position pour pratiquer le protectionnisme car il a plus à perdre que les autres. Ici, l'Europe est en large déficit avec la Chine, donc nous pouvons parfaitement mettre en place une politique protectionniste. Les exemples de la Corée du Sud, du Brésil ou de l'Argentine (des pays plus petits que nous économiquement), montrent que cela est possible. Nous avons le choix des armes : droits de douane, quotas, normes... Il ne manque que la volonté politique et revenir sur les traités européens qui nous en empêchent théoriquement. De même, nous pouvons mettre en place une taxe carbone qui permettra d'égaliser les conditions de concurrence environnementale entre les différents pays.

L'Europe a-t-elle eu trop tendance à refuser de considérer qu'un candidat à la reprise d'activités en perdition arrive nécessairement avec des objectifs, des valeurs et des exigences sociales qui peuvent différer de son modèle et de ses attentes?

Sylvie Goulard: Un grand nombre de collectivités locales se démène pour attirer des investisseurs étrangers et mettent même en place des services de développement économique destinés à les accueillir. Un certain nombre d'entreprises, qu'elles soient asiatiques, américaines ou autres investissent chez nous. Évidemment, il est important de ne pas les laisser démanteler nos entreprises, mais il faut faire attention à ne pas proposer des solutions simplistes.

En cherchant à sauver des emplois à Florange, nous décourageons les investisseurs étrangers d'investir dans les régions françaises, avec le risque d'aboutir demain à des pertes d'emplois.

Laurent Pinsolle: Les pays émergents trouvent en Europe non seulement des technologies de pointe (Mittal était spécialisé dans les aciers bas de gamme et a gagné l'expertise des aciers spéciaux d'Arcelor) mais aussi des marchés où vendre leurs produits. Après avoir obtenu les clients et consolidé le secteur, ils peuvent ensuite délocaliser la production (et même la recherche) pour améliorer leur rentabilité, au prix d'une désindustrialisation massive de notre pays. Il est bien évident que si nous poursuivons dans cette direction, c'est le moins disant salarial, social, environnemental et fiscal qui gagnera. Et les pays de l'Europe occidentale ayant les plus hauts standards de la planète, nous finirons par y perdre notre modèle social.

Dans un monde où il y a de telles différences de salaires, de niveau de protection sociale ou de normes environnementales, il est essentiel de mettre en place des écluses tarifaires entre les différents pays pour provoquer une convergence vers le haut et non vers le bas. En l'absence de toute protection, l'harmonisation se fera par le bas, comme on le constate aujourd'hui. C'était le raisonnement de notre seul Prix Nobel d'économie, Maurice Allais, qui était pourtant un libéral, mais un libéral pragmatique et humaniste. Il ne s'agit pas de fermer nos frontières et de vivre en autarcie, mais d'échanger de manière libre avec les pays comparables aux nôtres et de mettre en place des écluses ciblées pour les autres pays. De même, un pays doit pouvoir viser une certaine auto-suffisance dans les secteurs qui lui semblent stratégiques.

Il faut noter que les écluses ne sont pas seulement nécessaires avec l'Asie et l'Afrique mais également au sein de l'Union européenne puisque les salaires sont 5 à 10 fois plus bas qu'en France dans la partie orientale de l'Europe. Alors que le coût horaire moyen total du travail est de 34 euros en France, il est de 3,5 euros en Bulgarie et 7 euros en Pologne. Du coup, les débats sur notre compétitivité sont assez dérisoires si on n'évoque pas la question du protectionnisme et que l'on se contente de baisser notre coût du travail horaire de 1 à 2 euros.

L'actuelle situation budgétaire de certains pays européens, en les rendant plus vulnérables, ne modifie-t-elle pas la donne?

Sylvie Goulard: Il ne faut pas présenter les investisseurs comme une menace contre laquelle il faudrait se défendre. Cette vision française qui consiste à considérer la mondialisation comme une menace est absurde d'autant plus que nous avons nous même des grands groupes, comme L'Oréal ou Total qui sont des leaders mondiaux profitant de cette mondialisation. Ils donnent ainsi du travail à des Français grâce à elle.

Inversement, si des Chinois investissent en Grèce, c'est qu'ils considèrent que le pays a un potentiel. Mais il ne faut pas se cacher la vérité. Il existe aussi des inves-

tisseurs sans projets industriels et prêt à réaliser des acquisitions dans le seul objectif de récupérer des actifs. Il faut certainement une plus grande vigilance.

Regardons le passé. Il y a déjà eu des plans pour sauver la sidérurgie française dans les années 1980. Quel fut le résultat ? Il est nécessaire de se demander si ce type d'entreprise constitue un secteur d'avenir dans lequel l'Etat doit intervenir ou s'il vaut mieux tout simplement investir ailleurs. Dans une nationalisation, l'argent des contribuables est utilisé et ils sont en droit de demander à l'Etat s'il réalise un véritable investissement d'avenir.

Michel Fouquin: Dans une phase de récession et avec des perspectives de croissance faibles pour plusieurs années il serait étonnant que l'on se bouscule au portillon de l'Europe pour réaliser des investissements de capacités nouvelles. Par contre il y a un risque certain de voir des prédateurs s'intéresser à des groupes en difficulté et saisir l'aubaine de les racheter à bon prix, puis pour les restructurer et au mieux les conserver ensuite ou pire les démanteler pour les revendre par appartements (style Tapie des grandes années).

Dans ces conditions on devrait définir quels sont les secteurs réellement stratégiques – on a vu avec le cas des panneaux solaires comment une industrie d'avenir a été coulée par les Chinois bénéficiant de prêts des banques publiques à des taux qui n'ont rien à voir avec le marché ; à tel point que les entreprises chinoises sont elles-mêmes prises au piège de leur surproduction. Aujourd'hui ce sont les télécommunications qui sont visées, il y a là une industrie majeure, Alcatel Lucent leader franco-américain est en première ligne. Aux Etats-Unis le gouvernement réagit à l'offensive chinoise en invoquant notamment des questions de sécurité. L'Europe par contre attend, elle est toujours trop lente dans ses réactions.

L'Europe doit avoir une stratégie offensive plus que défensive, le groupe Renault en est la démonstration, la conquête de nouveaux marchés passe par la mondialisation des entreprises pas par le repli sur soi qui serait suicidaire. Le rétablissement de la compétitivité de l'Europe sera longue mais c'est possible, les atouts de la créativité sont là, il faut encore les renforcer. Les réglementations européennes ne doivent pas être le seul domaine dans lequel l'Europe apparaisse comme pionnière, c'est un luxe qu'on ne peut plus se permettre.